

bles dans la province du Manitoba. Si c'est vraiment là la politique conservatrice, on devrait nous le dire avant les prochaines élections fédérales parce que nous savons tous ce que cela a donné en Saskatchewan quand les gens ont su quelle était la politique conservatrice. Le premier ministre Blakeney a balayé les conservateurs. Je suis certain qu'au cours des prochaines élections fédérales, quand les gens de la Saskatchewan se rendront compte de la position du parti conservateur—they connaissent déjà celle des libéraux, et cela est donc sans importance—the parti conservateur fédéral dans cette province remportera à peu près autant de succès et peut-être même moins que Dick Collver du parti conservateur provincial lors des élections du 18 octobre.

● (1622)

J'ai été heureux de participer brièvement au débat cet après-midi. Je pense que ce sur quoi il a porté sera un sujet important lors de la prochaine campagne électorale. On traitera de toute la question des restrictions, des réductions, des annulations et de la position du parti conservateur. Nous savons quelle est la position du gouvernement parce que c'est justement la politique du gouvernement que nous étudions. Nous ne l'aimons pas. Nous allons voter contre ce bill, mais il est quand même très important que nous sachions quelle est la position du parti conservateur parce que les conservateurs se promènent d'un bout à l'autre du pays en disant des choses différentes à des auditoires différents et des choses différentes dans des régions différentes.

Les conservateurs, quand ils parlent de chômage, ne disent pas la même chose en Alberta que, par exemple, à Terre-Neuve. Nous devrions le savoir. Nous devrions savoir quelle est la position des conservateurs.

Il y a longtemps que les conservateurs ont formé le gouvernement. Dans les provinces où le parti conservateur provincial forme le gouvernement, la population devrait savoir quelle est la position des conservateurs fédéraux. Je pense que les actes sont plus éloquentes que les paroles, et c'est pourquoi j'ai pris le temps de répondre à certaines questions des conservateurs au sujet des impôts pour les gens ordinaires, au sujet de la dette par habitant, au sujet des gâchis et au sujet des bureaucraties inefficaces mises sur pied par le parti conservateur. Les plus grandes bureaucraties et celles les plus portées à s'édifier des empires et à se créer des sinécures sont celles mises sur pied par le parti conservateur, le parti même qui critique tout ce qui est plus progressiste que ce qui se faisait au XIX^e siècle. Il faut signaler ces faits à la population canadienne.

M. F. A. Philbrook (Halton): Monsieur l'Orateur, au moment où le débat est sur le point de se terminer, j'aurais quelques brèves observations à faire sur le bill C-2 qui porte sur la Caisse d'aide à la santé. Certes, ce n'est pas une mesure de premier plan mais son objectif n'en est pas moins important. Le ministre et un grand nombre d'autres intervenants ont repassé ses divers aspects et je ne voudrais pas répéter ce qu'ils ont dit.

Essentiellement, le projet de loi met en cause l'aide que le gouvernement fédéral apporte dans la formation des professionnels de la santé et les travaux de recherche dans le domaine médical. De par la constitution, c'est un domaine de compétence provinciale, mais en l'espace de 14 ans, le gouvernement fédéral y a consacré quelque 500 millions de dollars. A

Caisse d'aide à la santé—Loi

l'heure actuelle, 85.52 p. 100 des fonds de la Caisse sont engagés. Il y en reste à peu près 15 p. 100 de disponibles.

Nous pourrions, je suppose, ramener tout ce débat à une question d'administration. Nous convenons tous de l'importance du programme. Personne ne s'oppose à la formation du personnel de la santé ni à la recherche médicale et, d'après moi, ce qui importe c'est que les deux côtés de la Chambre tombent d'accord sur les définitions et les priorités. Parce que nous vivons une période économique difficile et pour des raisons d'ordre concurrentiel, notre pays ne peut se permettre tous les bons programmes dont nous puissions rêver. Je ne pense pas que les deux côtés de la Chambre s'opposent sérieusement sur une question de principe. Je pense que nous comprenons tous la situation et l'importance des priorités.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{lle} Bégin) nous a fait part de quelques observations au cours du débat. Je pense à certaines idées qu'elle a exprimées et qui pourraient être en contradiction avec notre époque. Nous comprenons tous ses sentiments humanitaires et l'idée qu'elle se fait des programmes sociaux. Elle nous a prouvé qu'elle était capable de plaider en faveur de son ministère et de défendre ses convictions. Là n'est pas la question, et elle défend son projet de loi en tant que ministre conscient de sa position difficile, tout comme le font les autres membres du cabinet.

Car ce n'est pas facile de réduire des programmes. Ce n'est pas facile de restreindre ses ambitions surtout après avoir vécu des années d'abondance et d'expansion. Mais le temps est à l'austérité. Quelques députés connaissent bien la question à cause de leurs antécédents en matière de santé et de recherche. Ils sont médecins, chiropraticiens et vétérinaires. Quelques-uns ont reçu une formation scientifique de sorte qu'ils sont enclins à favoriser la recherche dans le domaine de la santé. Personnellement, mon expérience de la médecine et de la pharmacie, et aussi de la recherche pharmaceutique m'est très utile pour commenter ce genre de bill. Évidemment, ce dernier va à contre-courant. Nous aimerions aller toujours plus loin, mais nous avons d'autres objectifs pour l'instant.

Au cours du débat, on a parlé de la recherche et notamment des recherches effectuées au Canada dans le domaine de la santé. On a tendance à parler de la rentabilité de la recherche dans le domaine de la santé, et c'est justifié dans une certaine mesure. Toutefois, d'après ce que j'ai entendu, j'ai l'impression qu'on parle surtout du succès et de la rentabilité de certains programmes, comme le vaccin contre la poliomyélite, qui ont connu un grand succès. On a également fourni d'autres exemples. J'ai toutefois l'impression qu'on brosse un tableau plutôt trompeur de la situation, même si ce n'est pas voulu. En effet, on parle seulement des programmes qui ont donné de bons résultats alors que, dans n'importe quel domaine, les recherches n'aboutissent guère à grand-chose, la plupart du temps. On ne dépeint pas la situation d'ensemble de la recherche, et on ne dit pas non plus combien on y a investi. Nous choisissons les exemples qui nous conviennent et qui justifient les dépenses dans le domaine de la recherche.

Je songe notamment au vaste programme de lutte contre le cancer que les États-Unis comptaient lancer il y a quelques années. On pensait qu'il suffisait de consacrer suffisamment d'argent à quelque chose pour obtenir de bons résultats, comme on l'avait fait pour le programme d'aide étrangère